

Statuts du SIUEERPP

Modification de 2019

Séminaire Inter-Universitaire Européen d'Enseignement et de Recherche en Psychopathologie et Psychanalyse

ARTICLE 1

Il a été constitué à Paris, le samedi 3 février 2001, dans les locaux de l'Université de Paris 7, sous le nom de *SEMINAIRE INTER-UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE RECHERCHE EN PSYCHOPATHOLOGIE ET PSYCHANALYSE*, une association placée sous la loi du 1^{er} Juillet 1901.

Lors de son assemblée générale extraordinaire, convoquée le samedi 3 juillet 2004 à Paris, dans les locaux de l'Université de Paris 7, le nom de cette association est devenu : *SEMINAIRE INTER-UNIVERSITAIRE EUROPEEN D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN PSYCHOPATHOLOGIE ET PSYCHANALYSE*, dont le sigle est *SIUEERPP*.

Cette association réunit des universitaires, enseignants-chercheurs en psychologie et en psychiatrie, ainsi que des membres associés, correspondants ou affiliés, se référant à la psychanalyse comme théorie et comme méthode dans leurs pratiques d'enseignement et de recherche ou dans leurs pratiques cliniques.

ARTICLE 2 – Objet et buts de l'Association

L'Association a pour objet de :

- a) soutenir le développement de la psychanalyse dans les champs de recherches théoriques et cliniques qui appellent son concours ;
- b) créer et garantir les conditions d'une réflexion épistémologique et éthique sur l'utilisation de la psychanalyse dans ces recherches, et faciliter sa confrontation à la psychologie et aux sciences affines ;
- c) promouvoir l'organisation et la communication des recherches en psychopathologie et psychanalyse, à partir d'un recensement des chercheurs et des équipes de recherche ;
- d) contribuer à accroître et différencier les supports de publication en potentialisant davantage la diffusion internationale ;
- e) créer un observatoire, grâce à un réseau de communications entre équipes et chercheurs, afin de faciliter les collaborations françaises et européennes et d'orienter les candidats-chercheurs vers les équipes les plus proches de leurs centres d'intérêts ;
- f) contribuer à la discussion des critères pertinents et distinctifs pour l'accès aux fonctions universitaires d'enseignement et de recherche en psychologie et psychopathologie cliniques.

ARTICLE 3 – Moyens

Pour travailler à ses buts, l'Association organise ou facilite :

- des échanges, des communications, sous forme de journées d'études, colloques, séminaires, etc. ;
- des journées doctorales pour les jeunes chercheurs, en collaboration avec des associations de doctorants ;
- la publication de ses propositions et travaux ;
- l'entretien de relations avec des réseaux ayant des buts analogues ou complémentaires, dans le même champ, ou relevant des sciences affines, en France, en Europe et dans le monde ;
- la mise en œuvre de tout moyen conforme à la réglementation sur les associations et en cohérence avec ses buts.

ARTICLE 4

L'Association est créée pour une durée indéterminée.

Elle a son siège actuel au domicile du trésorier, à Paris. Son siège peut être modifié sur simple décision du Bureau.

ARTICLE 5 – Membres

L'Association comprend 5 catégories de membres.

a) Les personnes physiques

Parmi les personnes physiques, l'Association comprend 4 catégories de membres : les membres, les membres associés, les membres correspondants et les membres affiliés.

1) La qualité de **membre** est réservée aux enseignants-chercheurs universitaires en psychologie et psychopathologie cliniques, attachés aux buts de l'Association et adhérant à sa Charte constitutive.

2) La qualité de **membre associé** est réservée aux enseignants-chercheurs universitaires des disciplines affines à la psychologie et la psychopathologie cliniques et à la psychanalyse, attachés aux buts de l'Association et adhérant à sa Charte constitutive.

3) La qualité de **membre correspondant** est réservée aux praticiens de la psychologie et de la psychopathologie cliniques ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle ainsi que des activités d'enseignement et de recherche référées à la psychanalyse, attachés aux buts de l'Association et adhérant à sa Charte constitutive.

4) La qualité de **membre affilié** est réservée aux étudiants, doctorants et post-doctorants, attachés aux buts de l'Association et adhérant à sa Charte constitutive.

La qualité de membre s'obtient, **pour les personnes physiques**, en en faisant la demande par un courrier soutenu par un dossier de candidature indiquant les activités et les publications du candidat. Ce dossier est envoyé au Secrétaire Général de l'Association et au chargé de mission responsable de sa commission d'agrément, assorti de la recommandation argumentée de deux membres de l'Association.

Cette demande est ensuite soumise à discussion dans le cadre de la commission d'agrément. Après délibération, la liste des candidats est établie puis présentée devant l'Assemblée Générale de l'Association.

Une candidature est agréée dès lors qu'elle obtient les 2/3 au moins des voix des membres présents à l'Assemblée Générale. La notification de l'acceptation ou du refus est adressée au candidat par l'un des secrétaires du Directoire. Le détail de la procédure est précisé au Règlement Intérieur.

b) Les personnes morales

Peuvent être **membres adhérents** de l'Association, des personnes morales parrainées et acceptées.

Les conditions d'adhésion sont précisées dans le Règlement Intérieur.

ARTICLE 6

La qualité de membre de l'Association se perd :

- a) par démission ;
- b) par radiation prononcée pour motif grave par le Conseil. Dans ce cas, le membre concerné aura préalablement été appelé à entendre une explication et à exposer son point de vue, et aura un droit de recours devant l'Assemblée Générale de l'Association suivant la décision du Conseil, selon la procédure définie par le Règlement Intérieur.
- c) par non-paiement de sa cotisation annuelle : lorsqu'un membre n'a pas acquitté sa cotisation, au plus tard au 1^{er} décembre de l'année en cours, et après qu'il en aura été prié par lettre de rappel, celle-ci lui ouvrant un délai d'un mois pour s'acquitter, le Conseil est compétent pour prendre en pareil cas la décision de radiation.

ARTICLE 7

Il est prévu un statut de membre d'honneur pour les membres ayant particulièrement œuvré pour l'Association, entre autres dans le cadre de son bureau, de son conseil ou de son directoire. La qualité de président d'honneur est réservée aux anciens présidents de l'Association. Les présidents et membres d'honneur sont proposés au vote de l'Assemblée Générale. Ils sont dispensés ensuite de cotisation.

ARTICLE 8 – Les quatre instances

- L'Assemblée Générale de l'Association ;
- Le Conseil de l'Association, ayant fonction tant de Conseil d'Administration que de Conseil Scientifique ;
- Le Directoire, remplissant les fonctions exécutives de l'Association ;

— Le Bureau élargi, réunissant les membres du Conseil et ceux du Directoire.

ARTICLE 9 – L'Assemblée Générale

Elle est constituée des personnes physiques ayant qualité de **membre** de l'Association. Les autres catégories de membres n'ont pas voix délibérative.

L'Assemblée Générale de l'Association est l'instance qui décide de sa politique, de ses activités ainsi que de ses orientations budgétaires.

Son ordre du jour est fixé par le Bureau, en fonction des orientations de l'Association. Toute question dont l'inscription a été demandée par écrit et par un membre est obligatoirement inscrite à l'ordre du jour.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est adressé à tous les membres en exercice – ayant réglé leur cotisation annuelle – quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les décisions de cette assemblée sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés des présents et représentés. Outre sa voix, chaque membre présent ne peut disposer que de deux pouvoirs au plus donnés par lettre écrite de membres absents, pouvoirs présentés en début de réunion.

L'Assemblée Générale ordinaire entend et approuve le rapport moral et le rapport financier qui lui sont présentés par le Coordinateur et le Trésorier. Elle entend également le rapport scientifique, politique et éthique, présenté par le Président et les chargés de missions, et se prononce sur l'orientation qu'elle souhaite prendre lors des années suivantes.

Elle est convoquée au moins une fois par an.

ARTICLE 10 – Le Conseil de l'Association

1) Le Conseil administre l'Association. Pour ce, il fait fonction tant de Conseil d'Administration que de Conseil Scientifique. Il relaie la politique générale décidée par l'Assemblée Générale, détermine sa politique budgétaire et traite autant les questions scientifiques que politiques et éthiques relevant des missions que se donne l'Association. Avec le directoire, il prépare les Assemblées Générales et fixe leur ordre du jour.

Le Conseil de l'Association se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il est nécessaire, sur simple demande de son président ou d'au moins un tiers de ses membres, ou sur demande du Directoire.

2) Le Conseil est composé de six membres de l'Association élus par l'Assemblée Générale. La moitié de ses membres est renouvelée tous les trois ans. Le président du Conseil est le président de l'Association. Il est choisi par les membres du Conseil pour une durée d'un an non renouvelable parmi les trois membres terminant leur mandat en fin de cycle.

C'est une forme de présidence collégiale qui est ainsi instituée : sur les six membres constituant le Conseil à un instant donné, trois le quittent au bout de trois ans, après avoir été chacun président durant un an ; les trois autres restent au Conseil les trois années suivantes – dans un souci de tuilage –, et ainsi de suite.

3) Les membres du Conseil se présentent à l'élection devant l'Assemblée Générale par le biais de listes comprenant six candidats, selon une procédure fixée par le règlement intérieur. Mais des élections partielles peuvent intervenir chaque année en cas de départ d'un ou plusieurs membres.

4) La majorité plus un des membres du Conseil est nécessaire pour que l'instance puisse délibérer valablement.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des présents, aucun mandat par procuration, aucun vote par correspondance n'étant admis. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante, s'il estime devoir trancher.

5) Le Conseil peut s'adjoindre dans ses tâches le concours d'autres membres de l'Association. Il a en particulier la possibilité de s'appuyer sur l'expérience de ses membres et présidents d'honneur. Un collège, ou séminaire de réflexion, peut être organisé autour d'eux pour remplir cette fonction.

ARTICLE 11 – Le Directoire

1) Le Directoire est chargé de veiller à la bonne marche de l'Association, de traiter ses affaires courantes et d'appliquer ainsi la politique décidée par l'Assemblée Générale et relayée par le Conseil. Il se réunit toutes les fois que les tâches de l'Association l'exigent.

2) Le Directoire comprend un Coordinateur, un Trésorier, un ou plusieurs Secrétaires Généraux, et des chargés de mission ayant fonction de Secrétaires adjoints. L'Assemblée Générale les élit pour une durée de trois ans, lors de la même assemblée où sont élus les membres du Conseil, et après élection de ces derniers. Les membres du Directoire sont rééligibles.

3) Après avoir été lui-même élu, le Conseil propose la composition du Directoire à l'Assemblée Générale pour que celle-ci en élise les membres. Si cette élection, à la majorité relative, n'est pas obtenue, le Conseil doit présenter une nouvelle composition du Directoire, renouvelée pour au moins la moitié des sièges.

4) Le découpage des tâches de l'Association en charges de missions est fixé par le Règlement Intérieur. Il correspond au partage du travail requis par la poursuite des buts de l'Association explicités à l'article 2.

Les principales missions courantes prévues sont :

- la tenue du site ;
- la réalisation régulière d'un annuaire des membres ;
- la tenue d'une liste de diffusion ;
- celle d'une Journée Doctorale annuelle ;
- la remise d'un prix de thèse ;
- la tenue de colloques réguliers ;
- le fonctionnement d'une commission d'agrément des différentes catégories de membres ;

— la tenue des comptes (cf. article 13).

Les membres du directoire, entre autres les chargés de mission, se partagent ces missions en regard de leurs compétences respectives. Ce partage est clairement explicité lors de leur élection ou réélection.

ARTICLE 12 - Le Bureau élargi

Il réunit les membres du Conseil (article 9) et ceux du Directoire (article 10).

Destiné à permettre la bonne articulation des deux instances, il se réunit au moins une fois par an, et autant de fois qu'il est nécessaire, sur simple demande du Président du Conseil, ou du Coordinateur du Directoire, ou d'au moins un tiers de ses membres.

Au-delà du partage institué des tâches entre Conseil et Directoire, c'est plus généralement au Bureau élargi que reviennent celles qui visent à la promotion et à la reconnaissance de l'Association, ainsi que l'ensemble des actions contribuant aux buts scientifiques, politiques et éthiques de l'Association, telles qu'ils sont précisés à l'article 2.

Les modalités plus précises de fonctionnement du Conseil, du Directoire et du Bureau élargi, entre autres celles de leurs élections et de leurs renouvellements, sont fixées par le Règlement intérieur.

ARTICLE 13 – Ressources

Les ressources annuelles de l'Association se composent :

- a) des cotisations de ses membres ;
- b) des subventions éventuelles ;
- c) de dons manuels ou versements ;
- d) du produit de la vente de ses publications ;
- e) des produits issus des services rendus en relation avec ses buts ;
- e) des participations aux frais d'organisation des journées d'études, colloques, etc., des personnes physiques et morales.
- f) et de tout autre ressource conforme à la réglementation sur les associations.

Le Conseil fixe chaque année le montant des cotisations des membres de l'Association.

ARTICLE 14

Les dépenses sont ordonnancées par le Président ou le Coordinateur, ou leur représentant.

Le Trésorier tient au jour le jour une comptabilité deniers par recettes et dépenses, et s'il y a lieu, une comptabilité matière.

ARTICLE 15

Le Trésorier, en fonction des décisions prises par le Directoire ou le Conseil, recrute le personnel rétribué de l'Association. La même procédure est employée pour le licenciement du personnel salarié.

Les membres du Bureau ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison de l'activité déployée par eux au titre de leurs responsabilités électives.

Les frais exposés par tel ou tel membre de l'Association engagés pour le compte de celle-ci pourront faire l'objet d'un remboursement s'ils ont été approuvés par le Trésorier dans le cadre des orientations budgétaires de l'Association.

Lors de manifestations à caractère scientifique, l'Association peut être conduite à faire appel à des personnalités internes ou externes à l'Association. Dans le cadre de la réglementation sur les associations loi 1901, le Directoire a qualité pour décider si des honoraires doivent leur être versés en plus des remboursements de frais.

ARTICLE 16

L'Association est dotée d'un Règlement Intérieur.

ARTICLE 17

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Conseil ou de la moitié des membres en exercice (ayant payé leur cotisation) de l'Association. Il y a alors lieu de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire dans un délai minimum de quinze jours avec un ordre du jour explicite.

L'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée en vue de la modification des statuts doit réunir au moins les 3/4 des membres en exercice, présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau dans un délai minimum de quinze jours, et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de personnes présentes ou représentées.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés des membres présents ou représentés.

Toute modification du règlement intérieur doit être approuvée, sur proposition du Conseil, par l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Association.

ARTICLE 18 – dissolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association est convoquée spécialement à cet effet, avec un délai minimum de quinze jours et elle doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice appréciée d'après le nombre des membres présents et représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau, à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de présents et représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être décidée qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés des membres présents et représentés.

ARTICLE 19

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale de l'Association désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens. Elle distribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, ou publics, ou reconnus d'utilité publique.

Les membres de l'Association ne pourront, en aucun cas, se voir attribuer une part quelconque de ses biens.

Paris, le 1^{er} décembre 2019